



Consultation Publique de l'Autorité de Régulation des Communications  
Electroniques et des Postes portant sur l'analyse des marchés de gros  
de la terminaison d'appel vocal fixe, vocal mobile et SMS des opérateurs  
en métropole et outre-mer pour la période 2014 – 2016

Réponse d'Orange Caraïbe

**Version publique**

**Les paragraphes de la réponse entre [SDA... ] relèvent du secret des affaires.**

Consultation publique menée du 28 mai au 28 juin 2013

## Introduction

S'agissant du marché de la terminaison d'appel vocal, Orange Caraïbe note plusieurs faits marquants sur le précédent cycle d'analyse 2011-2013 :

- une baisse drastique des niveaux de terminaison d'appel voix (-80% entre 2010 et 2013)
- une évolution vers la symétrie tarifaire
- une évolution de la structure tarifaire dans l'organisation de ses composantes usage et capacité.

Orange Caraïbe se félicite en particulier de la mise en place en 2013 de la symétrie des tarifs de terminaison qui a permis par anticipation dès mi-2012 le développement d'offres d'abondance voix sur la zone Antilles Guyane et ce vers tous les opérateurs locaux.

Le marché de la terminaison d'appel SMS sur la zone des Antilles Guyane est marqué quant à lui essentiellement par la baisse significative des niveaux tarifaires, la symétrie des terminaisons d'appel étant déjà effective depuis plusieurs années. L'offre SMS s'est également élargie avec le développement de l'abondance SMS tous réseaux.

Par ailleurs, sur le marché de gros, le maintien de la symétrie tarifaire, couplé au développement des offres SMS proposées par les principaux opérateurs de la zone Antilles Guyane, ont permis la convergence des flux d'interconnexions SMS. Ainsi, le niveau de terminaison d'appel n'apparaît plus comme un enjeu.

S'agissant de la présente analyse de marché de l'Autorité soumise à consultation publique, Orange Caraïbe souhaite relever les points suivants :

1. **le maintien de la symétrie des tarifs** doit être l'un des enjeux majeurs du cycle d'analyse pour la période 2014-2016. A ce titre, et dans l'hypothèse du maintien d'une régulation sur ces deux marchés, il est indispensable que **tout nouvel entrant sur la zone Antilles Guyane soit soumis à la régulation et aux mêmes plafonds tarifaires** que les autres opérateurs de la zone, ceci afin d'éviter toute distorsion concurrentielle. En outre, ce principe de symétrie tarifaire devrait être étendu aux communications en provenance du trafic international (intra et extra communautaire) afin de prendre en compte le positionnement géographique spécifique du marché antillo-guyanais, ancré dans un territoire géographique plus vaste, la Caraïbe, non soumis au même cadre de régulation que les pays européens. **Ainsi, le trafic de provenance internationale pourrait être soumis à un tarif librement négocié entre les opérateurs.**
2. [SDA ...]
3. Enfin, l'Autorité s'interroge sur l'éventualité de réguler le marché de la terminaison d'appel MMS et du SMS Push. Orange Caraïbe considère qu'une régulation n'est pas indispensable, au regard des spécificités de ces marchés sur la zone Antilles Guyane.

Dans la suite du document, on désignera par TA, la Terminaison d'Appel.

**Question 1. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la définition et la délimitation des marchés proposés par l'Autorité.**

### **Délimitation des marchés**

Orange Caraïbe n'a pas de remarque particulière sur la délimitation des marchés définie par l'ARCEP mais souhaite que soit précisé que les terminaisons d'appels fixées par l'Autorité ne concernent que le trafic de provenance nationale.

Compte tenu du positionnement géographique spécifique d'Orange Caraïbe, ce point - développé dans la réponse à la question 8 - est particulièrement important car il impacte fortement les enjeux concurrentiels sur la zone Antilles Guyane.

### **Substituabilité des services**

#### Service Voix

L'évolution technologique des réseaux ultra-marins est bien moins avancée que celle des réseaux métropolitains et notamment pour les technologies apportant une qualité de service supérieure sur la data telles que le HSPA+ et 4G, cette dernière n'étant pas encore déployée dans les DOM.

Il est donc encore trop tôt pour pouvoir donner un avis sur le caractère substituable des appels vocaux par d'autres services sur la zone Antilles-Guyane.

#### Service SMS

Bien qu'il soit difficile de se prononcer précisément sur le caractère substituable actuel du SMS, Orange Caraïbe note que les services de messagerie mobile (de type IM, iMessage, applications de type WhatsApp,...) sont en cours de développement sur le marché des Antilles Guyane. [SDA ...]

**Question 2. Les acteurs sont invités, le cas échéant, à indiquer à l'Autorité si des opérateurs devraient être ajoutés ou au contraire retirés des listes présentées en Annexe A et en Annexe B. Ces indications pourront également concerner des opérateurs amenés à devenir commercialement actifs avant l'adoption du présent projet de décision.**

Orange Caraïbe n'a pas de remarque particulière. Elle invite cependant l'ARCEP à être vigilante sur l'entrée d'un nouvel acteur sur le marché d'ici l'adoption du présent projet ou au cours de la période d'analyse.

**Question 3. Certains opérateurs ont sollicité l'Autorité pour qu'elle inclue la terminaison d'appel MMS dans les marchés de terminaisons d'appels régulés. Les acteurs sont invités à formuler des observations sur la pertinence d'ajouter les marchés de la terminaison d'appel MMS à la présente analyse de marchés. Dans leur réponse, les acteurs sont invités à transmettre des éléments relatifs aux tarifs de gros de la terminaison d'appel MMS actuellement en vigueur, aux déséquilibres de trafic et aux problèmes concurrentiels éventuellement rencontrés concernant cette prestation.**

[SDA...]

### **Un faible développement des MMS**

Le marché des MMS dans la zone Antilles Guyane est assez peu développé.

[SDA...]

Plusieurs raisons peuvent expliquer ce faible développement :



Les problèmes d'ordre technologique inter-opérateurs liés à l'accès peuvent nuire à la qualité du service MMS et à l'appréciation que peuvent avoir les clients. Orange Caraïbe a rencontré ou rencontre des difficultés pour ouvrir les interconnexions MMS. Celles-ci ne sont pas toujours souhaitées par les opérateurs qui ne veulent pas investir dans une technologie qui reste très peu utilisée. [SDA...]

Enfin, la substituabilité des MMS par les services alternatifs data ne favorise pas l'essor de ce marché.

[SDA...]

Orange Caraïbe identifie plusieurs freins au développement du marché MMS :

- des problèmes techniques et technologiques entraînant la complexité de l'interopérabilité
- un usage croissant mais modéré des MMS par les clients
- des investissements coûteux (exploitation d'une plateforme MMS,...) au regard des volumes et des revenus opérateurs et client
- une substituabilité des MMS par les services alternatifs data actuellement en développement
- des opérateurs peu enclins à mettre en œuvre l'interopérabilité du service MMS pour toutes les raisons évoquées

**De fait, Orange Caraïbe pense que la régulation du marché de la terminaison d'appel MMS n'est pas une nécessité.**

**Question 4. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la désignation de chaque opérateur fixe disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique fixe de ses utilisateurs finals et l'acheminement des appels à leur destination comme opérateur exerçant une influence significative sur le marché de la terminaison d'appel fixe vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau**

Orange Caraïbe n'a pas de remarque particulière.

**Question 5. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la désignation de chaque opérateur mobile disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique mobile de ses utilisateurs finals et l'acheminement des appels vocaux mobiles à leur destination comme opérateur exerçant une influence significative sur les marchés de la terminaison d'appel vocal mobile vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau.**

Orange Caraïbe n'a pas de remarque particulière si ce n'est qu'elle souhaite que l'Autorité rappelle clairement que seuls « les opérateurs mobiles **disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique mobile de ses utilisateurs et l'acheminement des appels vocaux mobiles à leur destination** » peuvent facturer ou se faire facturer aux prix des plafonds de terminaisons d'appel définis par l'ARCEP.

**Question 6. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la désignation de chaque opérateur mobile disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique mobile de ses utilisateurs finals et l'acheminement des SMS à leur destination comme opérateur exerçant une influence significative sur les marchés de la terminaison d'appel SMS vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau**

La remarque de la réponse à la question 5 s'applique également pour le SMS.

**Question 7. Les acteurs sont invités à commenter le document « Bilan et perspectives » joint en Annexe du présent projet de décision**



Orange Caraïbe souhaite souligner plusieurs points devant être pris en compte par l'ARCEP pour ce nouveau cycle de marché de la terminaison d'appel vocal mobile, à savoir :

- Les faibles barrières à l'entrée ont permis le développement de nouveaux entrants aujourd'hui bien installés dans la zone : notamment Outremer Telecom en 2005, et Digicel via le rachat de Bouygues Telecom Caraïbe en 2006.
- La concurrence s'exerce librement sur le marché des Antilles Guyane dont les conditions permettent à tous les opérateurs de la zone de lancer des offres compétitives, notamment en termes d'abondance.
- [SDA...].

### **Le développement de la concurrence sur le marché de la téléphonie mobile aux Antilles – Guyane**

La concurrence s'exerce librement sur le marché Antillo-Guyanais, qui peut en conséquence être considéré comme un marché concurrentiel. Orange Caraïbe tient à rappeler la fluidité et le niveau concurrentiel important sur ce marché. En effet, trois opérateurs - Orange Caraïbe, Digicel AFG et Outremer Telecom - ont déployé et exploitent commercialement un réseau 2G/3G sur l'ensemble de la zone et un 4ème opérateur, UTS, a obtenu une autorisation couvrant les trois départements : en GSM mi 2008 et UMTS fin 2008, sans toutefois avoir exploité commercialement cette autorisation jusqu'à ce jour.

[SDA ...]

### **Nécessité de réguler tout nouvel entrant**

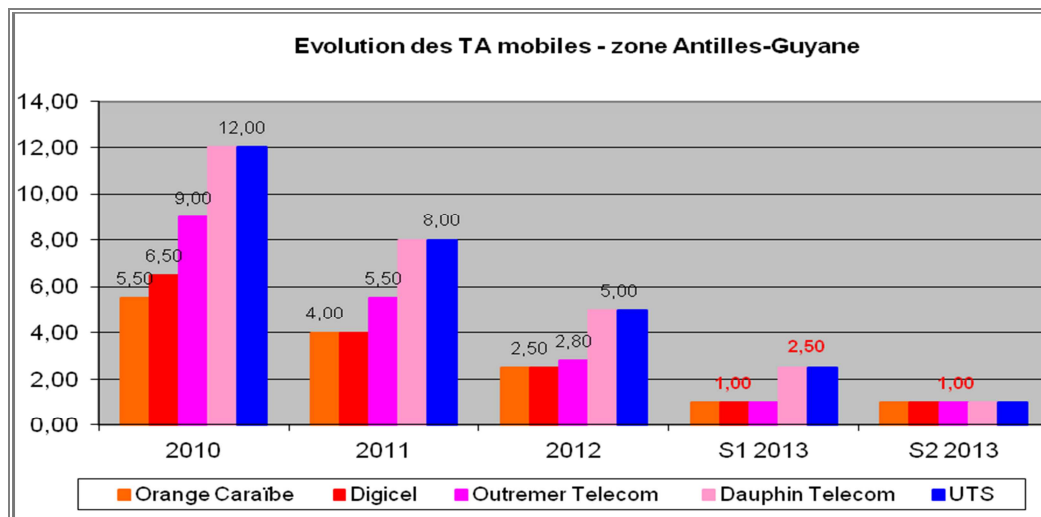
La question de la régulation du nouvel entrant a déjà été évoquée par Orange Caraïbe dans plusieurs réponses à consultations au sujet notamment des TA des nouveaux entrants de l'époque, à savoir Outremer Telecom, Telcell puis UTS :

« l'Autorité considère qu'il est essentiel d'éviter toute situation dans laquelle un nouvel entrant peut profiter du fait que sa terminaison d'appel échappe à toute régulation pour la fixer à un niveau significativement plus élevé que ceux de ses concurrents, de pratiquer en contrepartie des prix très bas au détail et de faire croître ainsi sa part de marché au détail. Il est donc essentiel que tout nouvel entrant soit soumis à une régulation du marché de sa terminaison d'appel, et ce dès son lancement commercial. »

**La position d'Orange Caraïbe n'a pas changé. Tout nouvel entrant doit être soumis à la régulation et se voir imposer les plafonds tarifaires définis par l'ARCEP afin d'éviter toute distorsion concurrentielle.**

### **TA Voix**

Le troisième cycle 2011 – 2013 d'analyse de la terminaison d'appel vocal correspond à la fois à une baisse drastique des niveaux de terminaison d'appel voix, une évolution vers la symétrie totale de ses tarifs et une évolution de la structure tarifaire, consécutive à l'inclusion de la composante capacitaire dans le plafond tarifaire.



Du fait d'un taux de pénétration très élevé observé sur la période (122% au T1 2012) et du nombre important d'opérateurs (5 opérateurs présents au total sur un territoire restreint si l'on exclut les zones forestières de Guyane très peu peuplée), le marché mobile de la zone Antilles-Guyane est un marché à la fois très compétitif et très dynamique.

Compte tenu du principe de symétrie durable des TA d'une part, et des niveaux de TA, particulièrement bas (niveaux les plus bas d'Europe), actuellement atteints tant dans les DOM qu'en métropole d'autre part, il n'y a plus d'enjeu concurrentiel voix sur le marché de gros à horizon 3-5 ans.

[SDA ...]

Orange Caraïbe considère que la baisse des tarifs des offres mobile et l'apparition des offres intégrant plus de services à moindre coût pour le consommateur ont été rendues possibles principalement grâce à la symétrie des TA. Aujourd'hui, la dynamique naturelle des marchés ne justifie pas une nouvelle baisse du niveau de TA, dont le plafond en vigueur en 2013 est déjà très faible.

### TA SMS

Concernant le marché de détail, la période 2010-2013 a vu le développement de l'offre SMS dans la zone Antilles-Guyane et chez Orange Caraïbe en particulier. En effet, Orange Caraïbe a diversifié son offre en intégrant dans ses abonnements les SMS en illimité ou en nombre important, et ce **vers tous les opérateurs mobiles locaux et hexagonaux**. [SDA ...]

Sur le marché de gros, le maintien de la symétrie de la terminaison d'appel SMS associé au développement des offres SMS chez les opérateurs majeurs de la zone Antilles Guyane a permis la convergence des flux d'interconnexions SMS qui tendent vers l'équilibre en volumes et par conséquent en flux financiers. Les ratios Entrant/Sortant SMS tournant autour de 1, le niveau de la TA n'est plus un enjeu.

Comme pour la TA Voix, la dynamique naturelle des marchés ne justifie pas une nouvelle baisse du niveau de TA.

**Question 8. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant les problèmes concurrentiels rencontrés sur les marchés analysés**

**Contexte concurrentiel : au niveau international**

Le positionnement géographique d'Orange Caraïbe impacte les enjeux concurrentiels, notamment au niveau international. En effet, Orange Caraïbe tient à rappeler à l'Autorité que sa zone d'implantation se situe en Caraïbe. Même si la majeure partie des échanges de trafic se fait en local, et avec la France hexagonale, une partie non négligeable des échanges se fait avec les opérateurs internationaux de la zone d'implantation géographique, la Caraïbe. De fait, en imposant un tarif de terminaison d'appel plus faible que ceux des opérateurs internationaux caribéens, l'Autorité porte atteinte à la compétitivité même des tarifs de détail d'Orange Caraïbe dans cette région.

Sur l'ensemble de la zone Antilles-Guyane, seuls les opérateurs présents en Guadeloupe, St Martin, St Barthélemy, Martinique et Guyane sont soumis, sur ces territoires, à la réglementation française et européenne relative à la terminaison d'appel.

[SDA ...]

Par ailleurs, rappelons que dans la plupart de pays voisins, les opérateurs ne sont pas régulés ou lorsqu'il existe une régulation, celle-ci prône la symétrie des tarifs à tout opérateur du pays (historique et nouvel entrant).

A titre d'exemple, le tableau ci-après, extrait du document « LRIC Implementation Cover Note to the National Telecommunications Regulatory Commissions (NTRCs), Decision on interconnection rates from the 19th council of minister' meeting »<sup>1</sup>, donne les niveaux de TA en EC\$ recommandés pour la Dominique, Grenade, les Grenadines, St Kitts et Nevis et Ste Lucie par l'Eastern Caribbean Telecommunications Authority (ECTEL).

Ainsi, les tarifs de TA voix recommandés par le régulateur ECTEL et basés sur les coûts incrémentaux varient entre 6.35 c€/min et 7.97c€/min pour l'année 2011 (avec un taux de change de 1EC\$ = 0.283€), soit une TA plus de 3 fois supérieure à la TA 2012 des opérateurs tels qu'Orange Caraïbe et Digicel.

**Table 1: Recommended rates for mobile termination**

Member State	Mobile Termination Rate		
	April 1 2009	April 1, 2010	April 1, 2011
Dominica	0.369	0.3135	0.2580
Grenada	0.369	0.3100	0.2510
St Kitts and Nevis	0.369	0.3253	0.2817
St Lucia	0.369	0.2965	0.2240
St Vincent and the Grenadines	0.369	0.3051	0.2413

Le fait de diviser par 2.5 le plafond de terminaison d'appel en 2013 a encore augmenté cette asymétrie, le ratio moyen entre la TA régulée par l'ECTEL et la TA cible régulée par l'ARCEP passant de 3 en 2012 à 8 en 2013.

Ainsi, l'Autorité doit prendre en considération qu'Orange Caraïbe agit sur le marché des Antilles et de la Guyane, lui-même intégré à un marché plus large, avec lequel il existe des interactions impactant nécessairement les enjeux concurrentiels.

<sup>1</sup> <http://www.ectel.int/pdf/Interconnection/LRIC%20Implementation%20Cover%20Note%20to%20NTRCs.pdf>





En conséquence, afin d'éviter toute distorsion concurrentielle avec les opérateurs internationaux Orange Caraïbe souhaite pouvoir fixer et appliquer aux appels provenant de l'international un tarif de terminaison différent du tarif de TA régulé national. Ce tarif serait négocié avec les opérateurs partenaires.

### **Contexte concurrentiel : au niveau national**

Les départements et collectivités d'Outre-mer sont des territoires limités en taille et en population, mais présentent néanmoins un taux de pénétration qui dépasse les 100% et qui est supérieur à celui de la métropole : le marché Antillo-Guyanais est aujourd'hui un marché mature pour la technologie GSM.

Cependant, Orange Caraïbe attire l'attention de l'Autorité sur

- la part des clients prépayés qui est bien plus importante qu'en métropole ;
- la problématique de comptabilisation des clients non actifs et son incidence sur le parc client
- et en conséquence sur le taux de pénétration

### **Le tarif Extra Zone Arrière (EZA)**

Sur la question du tarif du trafic « dit Extra Zone Arrière », nous constatons que les appels provenant des opérateurs ultramarins et à destination des opérateurs métropolitains font l'objet d'une facturation à un tarif supérieur à l'IZA (Intra Zone Arrière).

Ainsi, les opérateurs ultramarins ne peuvent structurellement pas profiter des mesures prises par l'Autorité à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 (décision n°2011-0483) pour favoriser les conditions d'accès à la prestation « simple » de terminaison d'appel IZA.

Orange Caraïbe ne conteste pas le fait que les coûts de livraison du trafic originaire de l'international ou des DOM puissent être différents des coûts du trafic livré à un niveau local. En revanche, nous nous étonnons de constater des disparités très importantes dans les tarifs pratiqués par les opérateurs métropolitains.

### **Question 9. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la pertinence des marchés de la terminaison d'appel vocal fixe, vocal mobile et SMS pour une régulation ex ante.**

Orange Caraïbe est en accord avec l'idée d'une régulation ex ante des marchés de la TA Voix et de la TA SMS, dans la mesure où :

- elle s'accompagne d'une symétrie des tarifs entre opérateurs
- ces tarifs de TA ne baissent pas davantage
- tout nouvel entrant soit soumis à cette régulation.

### **Question 10. Les acteurs sont invités à se prononcer sur le caractère raisonnable (i) d'une forte réduction du nombre de points d'interconnexion pertinents dans le réseau fixe de France Télécom (y compris pour sa partie RTC) ainsi que (ii) d'une période de mise en oeuvre limitée à 2 ans.**

Orange Caraïbe n'a pas de remarque particulière.

### **Question 11. Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur une extension de l'obligation de séparation comptable et de comptabilisation des coûts aux opérateurs Orange Réunion et Digicel.**

Pour l'année 2013, les plafonds de terminaisons d'appel voix ont été déterminés en référence aux coûts incrémentaux long terme de l'opérateur générique de la zone issus du modèle CMILT Antilles-Guyane datant de juin 2012. L'Autorité a utilisé principalement les résultats des comptes





réglementaires d'Orange Caraïbe pour calibrer ce modèle, seul opérateur soumis historiquement à cette obligation pour la zone considérée.

Pour le prochain cycle 2014-2016, l'Autorité prévoit d'ores et déjà de mettre en œuvre un nouveau modèle de coûts technico-économique dit « bottom-up » basé sur le modèle de l'Autorité de régulation suédoise. De nouveau, les résultats des comptes réglementaires des différents opérateurs soumis à cette obligation seront utilisés pour calibrer ce nouveau modèle.

[SDA ...]

**Question 12. Les acteurs sont invités à commenter sur les obligations non-tarifaires envisagées par l'Autorité.**

Orange Caraïbe n'a pas de remarque particulière hormis celle relative à l'obligation de séparation comptable et de comptabilisation des coûts, comme explicité dans la réponse à la question 11.

**Question 13. Les acteurs sont invités à apporter leurs commentaires sur l'encadrement tarifaire envisagé par l'Autorité concernant la prestation de terminaison d'appel SMS fournie aux opérateurs mobiles tiers.**

Comme développé dans la réponse à la question 7, sur le marché de gros, le maintien de la symétrie de la terminaison d'appel SMS associé au développement des offres SMS chez les principaux opérateurs de la zone Antilles Guyane a permis la convergence des flux d'interconnexions SMS qui tendent vers l'équilibre en volume et par conséquent en flux financiers. Les ratios entrant/sortant SMS tournent autour de 1.

Ainsi, dans le cadre du maintien de la régulation par l'ARCEP, une terminaison SMS égale à 1c€ doit permettre aux opérateurs de continuer de proposer des offres attractives et intéressantes pour le client final. De plus, sur le marché de gros, les flux entrants et sortants s'équilibrent : le niveau de la TA n'est donc plus un enjeu.

**Question 14. Les acteurs sont invités à se prononcer sur la pertinence de fixer un encadrement tarifaire pluriannuel pour la prestation de terminaison d'appel SMS dite « Push » et le cas échéant à commenter les modalités de cet encadrement.**

Depuis 2004, Orange Caraïbe commercialise une offre de service push SMS destinée à l'ensemble des opérateurs non-mobiles. Ainsi, l'offre d'Orange Caraïbe « SMS Partner » répond aux besoins de l'ensemble des acteurs du marché qu'ils soient notamment éditeurs ou agrégateurs grâce à une structure tarifaire adaptée à leurs profils d'usage.

[SDA...]

**Orange Caraïbe considère que le marché du SMS Push de la zone Antilles-Guyane peut s'auto-réguler.**

**Question 15. Les acteurs sont invités à apporter leurs commentaires sur le présent projet de décision, et notamment sur les parties pour lesquelles l'Autorité n'a pas posé de questions particulières aux acteurs.**

Orange Caraïbe n'a pas de remarque supplémentaire.